

No. 48125*

**Spain
and
Tunisia**

Exchange of notes constituting an agreement between the Kingdom of Spain and the Republic of Tunisia on the reciprocal abolition of visas on service or special passports. Tunis, 24 March 2010 and Madrid, 16 April 2010

Entry into force: *provisionally on 16 May 2010 and definitively on 31 December 2010 by notification, in accordance with the provisions of the said notes*

Authentic texts: *French and Spanish*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Spain, 24 January 2011*

*No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.

**Espagne
et
Tunisie**

Échange de notes constituant un accord entre le Royaume d'Espagne et la République tunisienne relatif à la suppression réciproque des visas dans les passeports de service ou spéciaux. Tunis, 24 mars 2010 et Madrid, 16 avril 2010

Entrée en vigueur : *provisoirement le 16 mai 2010 et définitivement le 31 décembre 2010 par notification, conformément aux dispositions desdites notes*

Textes authentiques : *français et espagnol*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Espagne, 24 janvier 2011*

* Numéro de volume RTNU n'a pas encore été établie pour ce dossier. Les textes reproduits ci-dessous, s'ils sont disponibles, sont les textes authentiques de l'accord/pièce jointe d'action tel que soumises pour l'enregistrement et publication au Secrétariat. Pour référence, ils ont été présentés sous forme de la pagination consécutive. Les traductions, s'ils sont inclus, ne sont pas en form finale et sont fournies uniquement à titre d'information.

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de m'adresser à Votre Excellence pour vous informer que le Gouvernement tunisien, désireux de favoriser le développement des relations d'amitié et de coopération entre la République Tunisienne et le Royaume d'Espagne et de faciliter les voyages officiels des titulaires de passeports spéciaux ou de service entre les deux États, propose la conclusion d'un accord bilatéral sur la suppression réciproque de visas pour les titulaires de tels passeports.

En conséquence, le Ministère des Affaires Etrangères, a l'honneur de proposer, au nom du Gouvernement tunisien, par la présente, la conclusion d'un Accord entre la République Tunisienne et le Royaume d'Espagne, ci-après dénommés les « Parties contractantes », portant sur la suppression réciproque de visas d'entrée pour leurs ressortissants respectifs, titulaires d'un passeport spécial ou d'un passeport de service, dans les termes suivants :

1. Les ressortissants tunisiens, titulaires d'un passeport spécial en vigueur, délivré par les autorités tunisiennes compétentes, peuvent entrer sans visa sur le territoire espagnol pour des séjours de 90 jours (trois mois) sur une période de 180 jours (six mois), pour autant qu'aucune activité rémunérée ne soit exercée durant le séjour et que l'entrée ne soit effectuée aux fins d'une accréditation.

La période de trois mois prend effet à compter de la date à laquelle les ressortissants tunisiens franchissent la frontière extérieure délimitant la zone de libre circulation constituée par les États auxquels s'appliquent pleinement les dispositions relatives à la suppression des contrôles aux frontières intérieures et à la circulation de personnes, visées au titre II de la Convention d'application de l'Accord de Schengen, du 19 juin 1990.

2. Les ressortissants espagnols, titulaires d'un passeport de service en vigueur, délivré par les autorités espagnoles compétentes, peuvent entrer sans visa sur le territoire tunisien pour des séjours de 90 jours (trois mois) maximum sur une période de 180 jours (six mois), pour autant qu'aucune activité rémunérée ne soit exercée durant le séjour et que l'entrée ne soit effectuée aux fins d'une accréditation.

3. *Les ressortissants de l'une ou l'autre des Parties contractantes, titulaires d'un passeport spécial ou de service, doivent entrer sur le territoire de l'autre Partie, ou en sortir, en utilisant les postes frontière habilités à cet effet, et doivent remplir les formalités requises, conformément aux lois et règlements respectifs en vigueur.*
4. *Les bénéficiaires des dispositions susmentionnées sont soumis, respectivement, à la législation tunisienne et espagnole en vigueur, sans préjudice des privilèges et immunités garantis au titre des conventions internationales auxquelles seraient assujetties les Parties contractantes.*
5. *Les Parties contractantes s'engagent, respectivement, à échanger, par la voie diplomatique, des spécimens de leurs passeports respectifs spéciaux et de service en vigueur, dans un délai de 30 (trente) jours à compter de la date de réception de la Lettre de réponse, exprimant sa conformité avec la présente. En cas de modification de leurs réglementations respectives en matière de délivrance de passeports spéciaux ou de passeports de service ou en cas de modification de leur format, les Parties contractantes s'en informent réciproquement, dans les plus brefs délais et de la manière la plus appropriée. Les spécimens des nouveaux passeports sont échangés par la voie diplomatique, dans les plus brefs délais et de la manière la plus appropriée.*
6. *Les différends entre les Parties contractantes relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent Accord sont réglés par des consultations et négociations par la voie diplomatique.*
7. *Le présent Accord ne saurait porter atteinte aux droits et obligations des Parties contractantes découlant de traités internationaux auxquels l'une d'elles ou les deux sont parties.*
8. *Le présent Accord peut être modifié d'un commun accord par les Parties contractantes, par échange de Notes. Les modifications entrent en vigueur dans les mêmes conditions que celles prévues pour l'entrée en vigueur de cet Accord.*
9. *L'une ou l'autre des Parties contractantes peut suspendre, en totalité ou en partie, l'application du présent Accord pour une durée déterminée, pour des motifs de sécurité de l'État, d'ordre public ou de santé publique. Les mesures adoptées en ce sens sont notifiées dans les plus brefs délais, par la voie diplomatique, et prennent effet à compter de la date de notification à l'autre Partie contractante. La levée desdites mesures est notifiée dans les plus brefs délais par la voie diplomatique.*
10. *Le présent Accord est conclu pour une durée indéterminée.*
11. *Le présent Accord peut être dénoncé par l'une ou l'autre des Parties contractantes, moyennant notification par la voie diplomatique. La dénonciation doit être notifiée à l'autre Partie contractante avec un préavis de 90 (quatre-vingt-dix) jours.*

Si les dispositions qui précèdent rencontrent l'agrément du Gouvernement espagnol, sur une base de réciprocité, la présente Lettre et la réponse de Votre Excellence, exprimant sa conformité, constitueront un Accord entre la République Tunisienne et le Royaume d'Espagne.

Le présent Accord sera appliqué de manière provisoire dans un délai de 30 (trente) jours à compter de la date de la Lettre de réponse de Votre Excellence, et entrera en vigueur le dernier jour du mois suivant la dernière communication par voie diplomatique entre les Parties contractantes, indiquant l'accomplissement des formalités légales internes respectives nécessaires à son entrée en vigueur.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma haute considération.



Kamel MORJANE

*Son Excellence Monsieur Miguel Ángel MORATINOS
Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération
Royaume d'Espagne*

[SPANISH TEXT – TEXTE ESPAGNOL]

Excelentísimo
Señor Kamel Morjane
Ministro de Asuntos Exteriores
República Tunecina

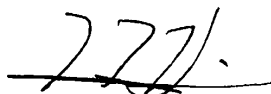
Excelencia:

Tengo el honor de acusar recibo de su Nota de fecha 24 de marzo de 2010,
cuyo contenido es el siguiente:

[See note I -- Voir note I]

A este respecto, me complace confirmar que la propuesta descrita anteriormente es aceptable para el Gobierno español, y que la Nota de Vuestra Excelencia y ésta de respuesta, constituirán un Acuerdo entre el Reino de España y la República Tunecina, que se aplicará provisionalmente transcurridos 30 (treinta) días a partir de la fecha de la presente Nota, y entrará en vigor el último día del mes siguiente al de la última comunicación por vía diplomática entre las Partes contratantes, señalando el cumplimiento de los respectivos requisitos legales internos para su entrada en vigor.

Aprovecho esta ocasión para reiterar a Vuestra Excelencia el testimonio de mi más alta consideración.



Miguel Ángel Moratinos
Ministro de Asuntos Exteriores y de Cooperación
Reino de España

[TRANSLATION – TRADUCTION]

TR/240111/I-48125

TR12-50201

Exchange of notes constituting an Agreement between the Kingdom of Spain and the Republic of Tunisia on the reciprocal abolition of visas on service or special passports

I

Republic of Tunisia
Ministry of Foreign Affairs

The Minister

Tunis, 24 March 2010

Sir,

I have the honour to inform you that the Government of Tunisia, wishing to promote the development of relations of friendship and cooperation between the Republic of Tunisia and the Kingdom of Spain and to facilitate official travel between the two States for the holders of special or service passports, proposes the conclusion of a bilateral Agreement on the reciprocal abolition of entry visas for the holders of such passports.

Consequently, the Ministry of Foreign Affairs has the honour to propose, on behalf of the Government of Tunisia, by the present note, the conclusion of an agreement between the Republic of Tunisia and the Kingdom of Spain, hereinafter referred to as the “contracting Parties”, concerning the reciprocal abolition of entry visas for nationals of the two countries who are holders of a special or service passport, in the following terms:

1. Nationals of Tunisia who hold a valid special passport issued by the competent Tunisian authorities may enter the territory of Spain without a visa for a stay of 90 days (three months) within a period of 180 days (six months) provided that they do not pursue a gainful activity during the stay and that the purpose of the entry is not accreditation.

The period of three months shall take effect starting on the date on which the nationals of Tunisia cross the external border delimiting the free-circulation zone constituted by the States which are party to the provisions on abolition of checks at the common borders and freedom of movement of persons, enshrined in Title II of the convention implementing the Schengen Agreement, signed on 19 June 1990.

2. Spanish nationals who hold a valid special passport issued by the competent Spanish authorities may enter the territory of Tunisia without a visa for a stay of 90 days (three months) within a period of 180 days (six months) provided that they do not pursue a gainful activity during the stay and that the purpose of the entry is not accreditation.

3. Nationals of either of the contracting Parties who hold a special or service passport must enter the territory of the other Party, or leave it, using the frontier posts specially as-

signed for that purpose, and must complete the required formalities, in accordance with the laws and regulations in force in the two countries.

4. The beneficiaries of the provisions referred to above shall be subject, respectively, to the Tunisian and Spanish legislation in force, without prejudice to the privileges and immunities guaranteed under the international agreements to which the contracting Parties are subject.

5. The contracting Parties each undertake to exchange through the diplomatic channel examples of their respective valid special and service passports within a period of 30 (thirty) days starting on the date of receipt of the letter of response expressing agreement with the present note. In the event of amendment of their respective regulations concerning the issue of special or service passports, or in the event that the format of them is changed, the contracting Parties shall so inform one another as quickly as possible and in the most appropriate manner. Samples of the new passports shall be exchanged through the diplomatic channel, as soon as possible and in the most appropriate manner.

6. Disputes between the contracting Parties concerning the interpretation or implementation of this Agreement shall be resolved by consultation and negotiation through the diplomatic channel.

7. This Agreement shall not infringe the rights and obligations of the contracting Parties arising from international treaties to which one or both are parties.

8. This Agreement may be amended by common agreement by the contracting Parties, by an exchange of notes. The amendments shall enter into force under the same conditions as those specified for the Agreement's entry into force.

9. One or the other of the contracting Parties may suspend, completely or partially, the implementation of this Agreement for a specified period, for reasons of national security, public order or public health. The measures taken to that end shall be communicated as soon as possible, through the diplomatic channel, and shall take effect starting from the date of notification of the other contracting Party. The withdrawal of such measures shall be communicated as soon as possible through the diplomatic channel.

10. This Agreement is concluded for an indefinite period.

11. This Agreement may be denounced by either of the contracting Parties, by means of notification through the diplomatic channel. The denunciation must be communicated to the other contracting Party with advance notice of 90 days.

If the provisions above meet with the approval of the Government of Spain, on a basis of reciprocity, this letter and your response expressing approval shall constitute an Agreement between the Republic of Tunisia and the Kingdom of Spain.

This Agreement shall be implemented provisionally within a period of 30 (thirty) days starting from the date of your letter of response and shall enter into force on the last day of the month following the last notification through the diplomatic channel indicating that the respective domestic legal formalities needed for its entry into force have been concluded.

I seize this opportunity to renew to your Excellency the assurance of my high consideration.

Kamel Moriane

To:

Mr. Miguel Angel Moratinos
Minister for Foreign Affairs and Cooperation
Kingdom of Spain

II

Madrid, 16 April 2010

Mr. Kamel Morjane
Minister for Foreign Affairs
Republic of Tunisia

Sir,

I have the honour to acknowledge receipt of your note dated 24 March 2010, which reads as follows:

[See note 1]

In this regard, I am pleased to confirm that the proposal described above is acceptable to the Government of Spain and that your note and this note in response shall constitute an Agreement between the Kingdom of Spain and the Republic of Tunisia, which shall be implemented provisionally 30 (thirty) days after the date of this note, and shall enter into force on the last day of the month following the month in which the last notification is given through the diplomatic channel indicating that the respective domestic legal formalities needed for its entry into force have been concluded.

I seize this opportunity to renew to your Excellency the assurance of my highest consideration.

Kamel Moriane

To:

Mr. Miguel Angel Moratinos
Minister for Foreign Affairs and Cooperation
Kingdom of Spain

[TRANSLATION – TRADUCTION]

TR/240111/I-48125

page 1 d'une page

13-21413

Madrid, le 16 avril 2010

Son Excellence Kamel Morjane
Ministre des affaires étrangères
République tunisienne

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre Note du 24 mars 2010, qui se lit comme suit :

Voir Note 1

J'ai le plaisir de vous confirmer que la proposition décrite ci-dessus est acceptée par le Gouvernement espagnol et que votre Note et la présente réponse constitueront un Accord entre le Royaume d'Espagne et la République tunisienne, lequel sera appliqué de façon provisoire trente jours après la date de la présente Note et entrera en vigueur le dernier jour du mois suivant la date de la dernière des communications par lesquelles les États se notifieront, par la voie diplomatique, l'accomplissement des procédures légales pour l'entrée en vigueur de l'Accord.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

Miguel Ángel Moratinos
Ministre des affaires étrangères et de la coopération
Royaume d'Espagne